



L'innovation au coeur de l'action

Rapport trimestriel

DEUXIÈME TRIMESTRE



Rapport de gestion

Pour le trimestre et le semestre
clos le 31 décembre 2010

La responsabilité du rapport de gestion qui suit incombe à la direction et il doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires de la société pour le trimestre et le semestre clos le 31 décembre 2010 et les notes, qui ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus («PCGR») du Canada pour les états financiers intermédiaires, ainsi qu'avec les états financiers consolidés audités annuels de la société et le rapport de gestion pour l'exercice clos le 30 juin 2010, qui figurent sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com. Cette analyse a été effectuée par la direction à partir de l'information disponible au 10 février 2011 et, par conséquent, est datée du 10 février 2011.

Lorsqu'un énoncé présenté dans ce document contient des informations qui ne sont pas historiques, il est considéré comme étant prospectif et est assujéti à des risques et incertitudes. Les résultats réels, les niveaux d'activité, le rendement ou les réalisations pourraient différer considérablement de ceux ou celles projetés dans les présentes et dépendent d'un certain nombre de facteurs, y compris le parachèvement avec succès de la recherche et des essais cliniques selon le calendrier établi, les incertitudes liées au processus de réglementation et la commercialisation ultérieure des produits thérapeutiques de la société.

Les énoncés de mise en garde compris dans le présent rapport s'appliquent à tous les énoncés prospectifs qui y figurent également. Les résultats futurs de la société pourraient différer de façon importante de ceux qui sont abordés dans les présentes. Les facteurs qui pourraient occasionner des écarts ou contribuer à ceux-ci sont présentés sous la rubrique «Risques et incertitudes». Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

Les expressions «nous», «nos», «notre», «Bioniche» ou la «société» renvoient toutes à Bioniche Life Sciences Inc., à moins d'indication contraire. Tous les pourcentages indiqués dans les présentes sont calculés d'après les montants entiers figurant dans les documents financiers et les états financiers de la société et non d'après les montants arrondis figurant dans les présentes.

VUE D'ENSEMBLE DE L'ENTREPRISE

Bioniche est une société biopharmaceutique canadienne de recherche axée sur la technologie qui est engagée dans le développement, la fabrication et la commercialisation de produits brevetés à l'intention des marchés de la santé humaine et de la santé animale partout dans le monde. La société emploie 218 personnes et compte trois unités d'exploitation : santé humaine, santé animale et salubrité des aliments. Le siège social de la société est situé à Belleville, en Ontario (Canada).

Santé humaine

L'unité d'exploitation de la santé humaine de la société possède des installations de recherche et de production et un groupe d'essais cliniques à Montréal, au Québec (Canada). Les activités de cette unité d'exploitation portent sur le développement de traitements novateurs et brevetés contre le cancer chez l'humain, en mettant l'accent sur la recherche et le développement de la plate-forme technologique exclusive de la société du complexe ADN de la paroi cellulaire mycobactérienne («MCC») pour le traitement du cancer de la vessie et d'autres cancers, et de ses oligonucléotides qui, selon des études précliniques, s'annoncent prometteurs pour le traitement de la leucémie et d'autres cancers. La stratégie de la société consiste à mettre au point ses traitements à l'aide d'essais cliniques de phase II, puis à établir des alliances pour achever les essais cliniques finaux et obtenir les approbations des organismes de réglementation en vue de la commercialisation.

La phase III des essais cliniques d'*Urocidin*^{MC}, marque de commerce de la technologie MCC pour le traitement du cancer de la vessie, est actuellement en cours auprès de patients atteints d'un cancer de la vessie non invasif sur le plan musculaire qui est réfractaire (ne répond pas) à la thérapie standard. Le programme d'essais cliniques de phase III est actuellement mené en partenariat avec Endo Pharmaceuticals Inc. («Endo») dans le cadre d'un contrat de licence, de développement et d'approvisionnement daté du 10 juillet 2009.

Santé animale

L'unité d'exploitation de la santé animale de la société développe, fabrique et commercialise des produits biopharmaceutiques destinés aux animaux partout dans le monde. L'unité d'exploitation de la santé animale possède des installations de développement, de fabrication et de commercialisation de produits à Belleville, en Ontario (Canada), ainsi que des installations de commercialisation et de production à Athens, dans l'État de Géorgie (États-Unis), à Pullman, dans l'État de Washington (États-Unis), à Melbourne, dans l'État de Victoria (Australie) et à Armidale, en Nouvelle-Galles du Sud (Australie). La société a connu une croissance progressive en utilisant la biotechnologie pour proposer au marché de la santé animale des solutions novatrices qui répondent aux besoins évolutifs du secteur de la santé animale.

Les produits d'exploitation de l'unité d'exploitation de la santé animale, reconnue pour générer des bénéfices positifs avant intérêts, impôts et amortissement («BAIIA»)¹ avant les frais de recherche et de développement, ont traditionnellement soutenu les grands projets de recherche et de développement de la société.

La société offre plus de 60 produits qui peuvent être classés surtout dans les groupes suivants : produits de reproduction et de transfert d'embryons, produits à base d'hyaluronanes, produits immunostimulants, anticorps polyclonaux, vaccins et nutraceutiques. Ces produits sont vendus directement aux vétérinaires au Canada, aux États-Unis, en Australie et en Europe, et par certains distributeurs dans le reste du monde.

Salubrité des aliments

L'unité d'exploitation de la salubrité des aliments de la société, Bioniche Food Safety, a été fondée en juillet 2001. Elle s'occupe de la recherche, du développement, de la fabrication et de la commercialisation de produits biopharmaceutiques à usage vétérinaire visant à améliorer la salubrité des aliments et des réserves d'eau. Le principal projet de la division est le développement et la commercialisation d'un vaccin pour les bovins, *Econiche*^{MC}, utilisé pour réduire la dissémination de la bactérie mortelle *Escherichia coli* (*E. coli*) O157. Ce vaccin a été conçu pour réduire la charge de bactéries pathogènes *E. coli* O157 chez les bovins et dans leurs déjections, atténuant ainsi la contamination de l'environnement, de la nappe phréatique et des installations de transformation du bétail. Il a été démontré que le vaccin a pour effet de réduire la quantité de bactéries excrétées par les bovins et le nombre d'animaux colonisés par la bactérie. Moins la bactérie se reproduit dans les bovins, moins elle est excrétée dans leurs déjections, ce qui amoindrit la contamination de l'environnement et des carcasses durant la transformation des aliments.

Le vaccin est désormais en vente, mais en quantités très limitées, et les premières ventes ont eu lieu à l'exercice 2008, en vertu d'un *Permis de dissémination de produits biologiques vétérinaires* accordé en décembre 2006 par l'Agence canadienne d'inspection des aliments («ACIA»).

Le 27 octobre 2008, la société a annoncé qu'*Econiche*^{MC}, premier vaccin au monde visant à réduire la dissémination de la bactérie *E. coli* O157 par les bovins, avait reçu de l'ACIA l'homologation complète de vente au Canada. La société essaie présentement d'obtenir une homologation semblable du ministère de l'Agriculture des États-Unis («USDA»). Les ventes ont été restreintes jusqu'ici, en raison, entre autres, de la capacité de production limitée et de la nécessité de fournir des vaccins à des fins de réglementation et d'études liées au marché.

¹ Voir la rubrique «Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures».

STRATÉGIE COMMERCIALE

Contexte et modèle d'entreprise

M. Graeme McRae a fondé la société en 1979 sous le nom de Vetrepharm, société spécialisée en santé animale, à London, en Ontario. M. McRae était d'avis que les principales sociétés pharmaceutiques ne se penchaient pas suffisamment sur la recherche de solutions de rechange aux antibiotiques en guise de traitement des maladies propres au bétail. Il était convaincu qu'il existait de meilleures façons de soigner les maladies vétérinaires, sans les problèmes associés aux antibiotiques, lesquels laissent des traces dans la chaîne alimentaire et favorisent la création d'espèces de bactéries résistantes. Le mandat de Vetrepharm était donc de faire de la recherche pour trouver des solutions de rechange, et cet engagement est resté le même au cours de ses 31 années d'activité. La société a financé elle-même le développement de ses technologies en mettant au point un certain nombre de nouveaux produits, en les fabriquant et en les vendant aux vétérinaires.

Cette approche s'est révélée viable pour gérer l'entreprise, la croissance et l'étendue des activités de recherche, ainsi que pour créer de la valeur pour les actionnaires. Le chiffre d'affaires attribuable à la production et aux ventes a assuré la stabilité de l'entreprise et de ses activités de recherche. Par conséquent, la société croit que la meilleure façon de créer de la valeur à long terme pour les actionnaires est de générer davantage de flux de trésorerie d'exploitation découlant de l'enregistrement et de la commercialisation de produits mis au point en interne. Même si elle préfère participer le plus possible à toutes les étapes du cycle de vie des produits qu'elle met au point en interne, la société croit qu'il est parfois préférable, pour certains projets, de s'associer avec des partenaires pour ce qui touche les volets marketing et commercialisation, comme Endo pour *Urocidin*^{MC}. Chaque fois qu'il est possible de le faire, la société fabrique les produits qu'elle développe, générant ainsi une marge bénéficiaire bien plus élevée qu'en utilisant la méthode traditionnelle d'octroi de licences avec des fabricants et des distributeurs externes. Aujourd'hui, deux produits importants mis au point par Bioniche (*Urocidin*^{MC} et *Econiche*^{MC}) en sont aux dernières étapes de développement et entament le processus approprié de réglementation. La société compte assurer elle-même la fabrication de ces produits.

Au fil des ans, la société a surtout mobilisé des capitaux pour financer ses activités de recherche. À l'avenir, la société a l'intention de financer les recherches en cours grâce à des résultats d'exploitation plus élevés et durables, et de financer la construction et l'aménagement d'installations de production en utilisant des instruments financiers à long terme traditionnels, dont l'aide gouvernementale disponible.

OBJECTIFS

Les objectifs de la société sont de déployer sa stratégie commerciale :

1. Exploiter les technologies brevetées existantes et continuer, par le truchement de son programme de développement de produits, d'en améliorer la valeur thérapeutique prouvée pour l'être humain et les animaux.
2. Travailler au développement de ces technologies jusqu'à leur commercialisation, que ce soit seule ou avec des partenaires stratégiques.
3. Fabriquer autant de produits issus de son programme de développement de produits qu'elle le peut afin d'améliorer ses marges bénéficiaires, de protéger l'intégrité de ses produits et d'accroître la valeur à long terme pour ses actionnaires.

Objectifs – exercice 2011	État d'avancement
<ul style="list-style-type: none">• Entreprendre d'autres activités de développement de la technologie MCC afin de trouver et d'évaluer de nouvelles indications en santé humaine, des applications en santé animale et de nouveaux débouchés pour la technologie MCC.	<ul style="list-style-type: none">• Au cours de la période close le 31 décembre 2010, la société a continué d'évaluer de nouvelles indications. Une grande partie des travaux de développement précliniques relatifs à <i>Urocidin</i>^{MC} peut servir à soutenir le développement de produits contre d'autres types de cancers et de maladies qui répondent aux traitements immunothérapeutiques.

Objectifs – exercice 2011	État d’avancement
<ul style="list-style-type: none"> • Intensifier les activités de développement d’<i>Urocidin</i>^{MC} afin de recevoir des incitatifs à l’atteinte de jalons comme il est énoncé dans le contrat signé avec Endo. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les incitatifs à l’atteinte d’étapes en vertu du contrat peuvent totaliser jusqu’à 110 millions \$ US. Ils sont liés à l’atteinte de jalons cliniques, réglementaires et commerciaux futurs. La société a franchi les trois premiers jalons totalisant 14,0 millions \$ US au cours de l’exercice 2010 et a atteint le quatrième jalon au deuxième trimestre de l’exercice 2011, qui s’établissait à 4,0 millions \$ US et qui a été reçu en décembre 2010.
<ul style="list-style-type: none"> • Élaborer un plan exhaustif en vue de la construction d’une nouvelle installation de fabrication pour la production d’<i>Urocidin</i>^{MC} et de la technologie MCC. 	<ul style="list-style-type: none"> • La construction d’une nouvelle installation de production nécessitera environ 30 mois. La société prévoit achever les travaux de construction de l’installation à temps pour pouvoir répondre à la demande croissante de ces produits. Ce projet est censé être financé au moyen de capitaux internes et d’une aide gouvernementale remboursable dans la mesure du possible, et, au besoin, d’autres investissements provenant de tiers. Le plan de financement de la nouvelle installation comprenait, entre autres, une mobilisation de capitaux par un placement d’actions ordinaires en parallèle au Canada et en Australie. Ce placement s’est conclu avec succès, mobilisant 28,9 millions \$. Jusqu’à 14 millions \$ de ce produit pourront servir à financer la nouvelle installation de la technologie MCC et à d’autres projets d’investissement.
<ul style="list-style-type: none"> • Franchir de nouvelles étapes vers l’obtention d’une licence conditionnelle aux États-Unis pour notre vaccin <i>Econiche</i>^{MC} pour les bovins. 	<ul style="list-style-type: none"> • En février 2008, le vaccin est devenu admissible à une licence conditionnelle aux États-Unis. Pour que cette licence lui soit accordée, plusieurs étapes ont dû être franchies, y compris la production de trois lots de vaccins commerciaux consécutifs conditionnés dans des installations de fabrication approuvées aux États-Unis et répondant aux spécifications requises. • En outre, afin d’obtenir la licence conditionnelle aux États-Unis, la société était tenue de déposer un plan d’essais cliniques à effectuer au cours des années suivantes. • La société prévoit obtenir une licence conditionnelle au début de 2011.
<ul style="list-style-type: none"> • Dresser un plan d’investissement afin de soutenir les activités de développement et de commercialisation continues. 	<ul style="list-style-type: none"> • La société a conclu avec succès deux placements d’actions ordinaires en parallèle au Canada et en Australie, mobilisant 28,9 millions \$.
<ul style="list-style-type: none"> • Établir de nouvelles relations avec les banques et obtenir des facilités de crédit qui répondent aux besoins de crédit futurs. 	<ul style="list-style-type: none"> • À l’exercice 2010, la société a réglé toutes ses dettes et facilités de crédit à court terme. Dans l’avenir, la société entend obtenir de nouvelles lignes de crédit et autres facilités du genre afin de saisir de nouvelles occasions et de gérer plus efficacement sa trésorerie.

Objectifs – exercice 2011	État d'avancement
<ul style="list-style-type: none"> • Développer, constituer et améliorer la gamme de produits de l'unité d'exploitation de la santé animale. 	<ul style="list-style-type: none"> • Depuis bien des années, cette unité d'exploitation est la principale source de produits d'exploitation et de flux de trésorerie de la société. De nouvelles technologies et de nouveaux marchés émergent constamment et, par conséquent, certains des produits de la société doivent être améliorés afin de demeurer concurrentiels. En outre, la société fait des investissements afin de saisir de nouvelles occasions sur le marché, tant pour les produits existants que pour les nouveaux produits. Parmi les utilisations du produit des placements d'actions ordinaires en parallèle susmentionnés, 8 millions \$ sont destinés à l'acquisition et au développement de produits de la division de la santé animale.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Le tableau suivant présente, pour les périodes indiquées, le pourcentage des produits d'exploitation par poste des états des résultats et du résultat étendu consolidés intermédiaires de la société.

ÉTATS DES RÉSULTATS ET DU RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉS

(en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres et semestres clos les 31 décembre	2011			2010		
	T2	Cumul à ce jour		T2	Cumul sur six mois	
		\$	% des produits d'exploitation		\$	% des produits d'exploitation
Produits	11,4	19,2	100 %	13,8	20,9	100 %
Charges						
Coût des ventes	2,9	6,0	31 %	3,3	6,1	29 %
Administration	3,6	5,5	29 %	1,6	3,4	16 %
Frais de commercialisation et de vente	1,9	3,4	18 %	1,5	3,0	15 %
BAIIA* avant frais de recherche et de développement	3,0	4,3	22 %	7,4	8,4	40 %
Frais de recherche et de développement, montant net	4,3	8,2	43 %	4,0	10,8	52 %
Intérêts, impôts, amortissement	0,8	1,7	9 %	0,8	1,7	8 %
Bénéfice net (perte nette) et résultat étendu	(2,1)	(5,6)	(29) %	2,7	(4,1)	(20) %

*Le BAIIA désigne le «bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement». Pour plus de renseignements, se reporter à la rubrique «Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures» ci-après.

TRIMESTRE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2010 PAR RAPPORT AU TRIMESTRE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2009

Produits d'exploitation consolidés

Les produits d'exploitation consolidés de la société pour le trimestre clos le 31 décembre 2010 se sont établis à 11,4 millions \$ comparativement à 13,8 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice 2010, soit une diminution de 17 %. Cette baisse est principalement imputable à la diminution des produits tirés de l'octroi de licences liés aux jalons du trimestre considéré, comparativement à la période correspondante l'an dernier. Les ventes de produits de la division de la santé animale ont baissé de 0,9 million \$ au cours du trimestre clos le 31 décembre 2010, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, mais sur une base cumulée (six mois) depuis le début de l'exercice, les ventes de produits sont conformes à celles de la période correspondante de l'exercice précédent en raison de faibles variations de la gamme de produits et du calendrier des ventes. Ces baisses ont été en partie compensées par les produits tirés des collaborations de recherche de 0,1 million \$.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES PRODUITS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS PAR UNITÉ D'EXPLOITATION

(en millions de dollars canadiens)

	2011	2010	Croissance*	2011	2010	Croissance*
	T2	T2		Cumul à ce jour	Cumul sur six mois	
Pour les trimestres et semestres clos les 31 décembre	\$	\$	%	\$	\$	%
Santé animale – Canada	2,1	1,9	8 %	3,8	3,4	13 %
Santé animale – États-Unis	2,9	3,5	(16) %	6,4	6,4	0 %
Santé animale – Australie	0,8	1,2	(29) %	2,1	2,0	5 %
Santé animale – Europe	0,3	0,4	(20) %	0,5	1,1	(54) %
<i>Total partiel – Santé animale</i>	6,1	7,0	(13) %	12,8	12,9	(1) %
Gain à la vente d'actifs incorporels	—	—	s.o.	—	0,9	(100) %
Octroi de licences et collaboration de recherche	5,3	6,8	(22) %	6,4	7,1	(9) %
Total des produits d'exploitation présentés	11,4	13,8	(17) %	19,3	20,9	(8) %

* Valeurs réelles – non arrondies

Coût des ventes

Le coût des ventes est lié principalement aux ventes de produits dans l'unité d'exploitation de la santé animale, et a reculé de 13 % par rapport au trimestre correspondant de 2009. Cette baisse reflète la diminution des ventes de produits. Les marges brutes sont de 53,0 % comparativement à 53,1 % au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

(en millions de dollars canadiens)

	2011		2010	
	T2	Cumul à ce jour	T2	Cumul sur six mois
Pour les trimestres et semestres clos les 31 décembre	\$	\$	\$	\$
Produits				
Produits d'exploitation tirés des produits	6,1	12,8	7,0	12,9
Gain à la vente d'actifs incorporels	—	—	—	0,9
Octroi de licences et collaborations de recherche	5,3	6,4	6,8	7,1
	11,4	19,2	13,8	20,9
Coût des ventes	2,9	6,0	3,3	6,1
Marge brute	8,5	13,2	10,5	14,8
Marge brute sur les ventes de produits	3,2	6,8	3,7	6,9
Marge brute en pourcentage des ventes de produits	53,0 %	52,8 %	53,1 %	53,1 %

Frais d'administration, de commercialisation et de vente

Les frais d'administration ont augmenté de 2,0 millions \$ par rapport au trimestre correspondant de 2009 à cause de la comptabilisation d'un régime de retraite pour le président et chef de la direction, que la société a convenu de créer et a mis en place au cours du trimestre clos le 31 décembre 2010. Par conséquent, la société a comptabilisé tous les coûts des services passés visés par la convention au cours du trimestre considéré. Les frais de commercialisation et de vente s'étaient accrus de 0,4 million \$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent en raison de la restructuration et de l'intensification des démarches de commercialisation.

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont demeurés stables au cours du trimestre clos le 31 décembre 2010, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice 2010.

La quasi-totalité des frais de recherche et de développement est attribuable au programme d'essais cliniques continus de phase III pour le traitement contre le cancer de la vessie avec *Urocidin*^{MC} et à l'importance plus grande accordée au développement de produits de reproduction et de vaccins de la division de la santé animale. Endo a assumé la responsabilité financière des coûts externes des activités cliniques liées à *Urocidin*^{MC}, lesquels sont comptabilisés comme produits d'exploitation dans la catégorie collaborations de recherche. La société entend réorienter ses activités de développement de la technologie MCC pour l'appliquer à d'autres indications et appuyer l'essai clinique de phase III d'*Urocidin*^{MC} continu pour le traitement de patients atteints d'un cancer de la vessie non invasif sur le plan musculaire, qui est réfractaire à la thérapie BCG.

FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT, MONTANT BRUT

(en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres et semestres terminés les 31 décembre	2011			2010		
	T2	Cumul à ce jour		T2	Cumul sur six mois	
	\$	\$	%	\$	\$	%
Secteurs clés						
Santé animale	1,2	1,9	21 %	0,8	1,4	17 %
Salubrité des aliments	0,4	0,9	10 %	0,4	0,7	9 %
Santé humaine	3,2	6,4	69 %	3,6	6,1	74 %
Frais de recherche et de développement, montant brut	4,8	9,2	100 %	4,8	8,2	100 %

Perte nette et résultat étendu consolidés

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2010, le résultat de base et dilué par action a totalisé (0,03) \$, contre un résultat net par action de 0,04 \$ l'an dernier. Au 31 décembre 2010, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation était de 81 897 104, en regard de 72 008 694 pour la période correspondante de l'exercice 2010.

BAIIA (avant frais de recherche et de développement, montant net)*

Le BAIIA avant frais de recherche et de développement est de 3,0 millions \$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2010, comparativement à 7,4 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution reflète un recul des ventes de produits et des produits attribuables à l'atteinte des jalons et l'augmentation susmentionnée des frais d'administration.

CALCUL DU BAIIA

(en millions de dollars canadiens)

	2011		2010	
	T2	Cumul à ce jour	T2	Cumul sur six mois
Pour les trimestres et semestres clos les 31 décembre	\$	\$	\$	\$
Bénéfice avant frais de recherche et de développement	2,1	2,7	6,6	6,8
Ajouter (déduire) :				
Amortissement	0,5	0,9	0,4	1,0
Frais de financement	0,2	0,4	0,2	0,4
Gain (perte) de change	0,2	0,3	0,1	0,3
BAIIA avant frais de recherche et de développement	3,0	4,3	7,3	8,5

Résultats consolidés des huit derniers trimestres

APERÇU DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS DES HUIT DERNIERS TRIMESTRES

(en millions de dollars canadiens)

	2011		2010				2009	
	\$ T2	\$ T1	\$ T4	\$ T3	\$ T2	\$ T1	\$ T4	\$ T3
Produits	11,4	7,9	9,4	15,6	13,8	7,1	9,2	7,4
Bénéfice avant frais de recherche et de développement	2,1	0,6	1,7	8,4	6,6	0,2	0,7	0,0
Bénéfice net (perte nette)	(2,1)	(3,5)	(1,8)	4,4	2,7	(6,8)	(1,8)	(3,0)
Résultat net de base et dilué par action	(0,03)	(0,05)	(0,03)	0,06	0,04	(0,09)	(0,03)	(0,04)

Fluctuations des résultats d'exploitation consolidés

La société prévoit que ses résultats d'exploitation consolidés connaîtront dans l'avenir des fluctuations importantes d'une période à l'autre. Les résultats d'exploitation trimestriels et annuels devraient être influencés dans un avenir prévisible par plusieurs facteurs, dont le calendrier des essais cliniques, le moment des approbations des organismes de réglementation pour la commercialisation des produits, l'évolution et le calendrier des dépenses liés aux démarches de commercialisation, le moment de la réception des produits d'exploitation tirés de la vente de produits et, surtout, l'atteinte de jalons de rendement. En raison de ces fluctuations, la société est d'avis que la comparaison des résultats d'exploitation consolidés d'une période à l'autre n'est pas représentative de son rendement futur, particulièrement si l'on tient compte de la signature du contrat susmentionné conclu avec Endo en juillet 2009.

FAITS SAILLANTS DU BILAN CONSOLIDÉ

Actif

Les actifs à court terme de la société au 31 décembre 2010 totalisaient 38,7 millions \$, en regard de 27,4 millions \$ au 30 juin 2010. La hausse des actifs découle principalement de la clôture du volet canadien des deux placements d'actions réalisés en parallèle, qui ont mobilisé 15,2 millions \$ déduction faite des frais d'émission. La trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 23,6 millions \$ au 31 décembre 2010 comparativement à 11,1 millions \$ au 30 juin 2010.

Les actifs à long terme au 31 décembre 2010 atteignaient 31,9 millions \$, comparativement à 24,7 millions \$ au 30 juin 2010. Cette augmentation de 7,2 millions \$ est surtout attribuable aux investissements effectués pour la construction du centre de fabrication de vaccins en santé animale et salubrité des aliments à Belleville, en Ontario.

Passif et capitaux propres

Au 31 décembre 2010, le fonds de roulement net¹ de la société s'établissait à 24,2 millions \$, compte non tenu de la tranche échéant à moins d'un an des produits tirés de l'octroi de licences reportés non remboursables, comparativement à un fonds de roulement de 16,5 millions \$ au 30 juin 2010. Les capitaux propres au 31 décembre 2010 s'élevaient à 18,9 millions \$ par rapport à 8,5 millions \$ au 30 juin 2010.

Au 31 décembre 2010, le passif à long terme s'établissait à 17,1 millions \$, compte non tenu des produits tirés de l'octroi de licences reportés non remboursables de 18,6 millions \$, en regard de 11,9 millions \$ au 30 juin 2010. Cette augmentation reflète les avances reçues à titre d'aide gouvernementale remboursable et de la Banque de développement du Canada qui sont destinées à financer la construction du centre de fabrication de vaccins, moins les remboursements faits sur les contrats de location-exploitation et la dette à long terme, de même que la comptabilisation d'un passif d'avantages sociaux futurs, au cours du trimestre clos le 31 décembre 2010.

Le paiement initial lié au contrat de licence conclu avec Endo est comptabilisé à titre de produits tirés de l'octroi de licences reportés non remboursables, la tranche échéant à moins d'un an étant de 1,5 million \$, et la tranche à long terme, de 18,6 millions \$. Le montant reçu totalise 22,3 millions \$, lequel est comptabilisé en résultat sur 15 ans à compter de la date de l'entente (le 10 juillet 2009), durée qui correspond à la période pendant laquelle la société conserve des obligations contractuelles importantes.

Faits saillants de l'état des flux de trésorerie

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation de la société au cours du semestre clos le 31 décembre 2010 se sont élevés à 0,5 million \$ comparativement aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de 16,0 millions \$ pour la période correspondante de 2009. Ce recul est lié principalement au paiement initial de 22,3 millions \$ en vertu du contrat de licence, de développement et d'approvisionnement conclu avec Endo en 2009, compensé par d'autres variations des soldes hors caisse du fonds de roulement en 2009.

Les activités d'investissement de la société ont nécessité des flux de trésorerie de 10,3 millions \$ au cours du semestre clos le 31 décembre 2010, qui ont été affectés principalement à la construction du centre de fabrication de vaccins à Belleville, en Ontario, dont les coûts se sont élevés à 11,6 millions \$, contrebalancés par l'aide gouvernementale de 1,5 million \$.

Les activités de financement de la société ont généré 23,3 millions \$ au cours du semestre clos le 31 décembre 2010, attribuables principalement à la clôture du volet canadien du placement d'actions dont le produit net a été de 15,2 millions \$, et aux avances sur prêt de 8,8 millions \$ utilisées pour le financement du centre de fabrication de vaccins. Au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, les activités de financement ont nécessité 6,9 millions \$, principalement dans le cadre du règlement d'une facilité de crédit renouvelable et des frais de financement connexes de 6,5 millions \$.

¹ Voir la rubrique «Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures».

RENDEMENT SECTORIEL

Les informations financières sectorielles présentent une analyse des activités de la société selon ses secteurs d'activité :

Division de la santé humaine

Au cours du trimestre clos en décembre 2010, la société a maintenu ses efforts pour trouver et évaluer de nouvelles indications possibles pour la technologie MCC, et elle a continué de soutenir d'autres essais cliniques et le développement d'*Urocidin*^{MC} – le complexe intravésical MCC pour le traitement du cancer de la vessie non invasif sur le plan musculaire – en partenariat avec Endo. Endo a assumé la responsabilité de tous les coûts de développement clinique externes futurs attribuables à *Urocidin*^{MC} en exerçant, en février 2010, son option d'acquisition des droits mondiaux pour la commercialisation du produit.

Pour le trimestre et le semestre clos le 31 décembre 2010, des produits tirés de l'octroi de licences de respectivement 4,4 millions \$ et 4,8 millions \$ ont été comptabilisés, reflétant ainsi l'amortissement du paiement initial fait par Endo à la signature du contrat de développement, de commercialisation et d'approvisionnement d'*Urocidin*^{MC}. Le montant total reçu de 22,3 millions \$ sera comptabilisé sur 15 ans. Les produits tirés de l'atteinte de jalons de 4,1 millions \$ (4,0 millions \$ US) en vertu du même contrat ont également été comptabilisés au cours du trimestre considéré, comparativement à 6,4 millions \$ à l'exercice précédent.

Pour le trimestre et le semestre clos le 31 décembre 2010, les frais de recherche et de développement nets ont atteint respectivement 4,3 millions \$ et 8,2 millions \$, comparativement à 4,0 millions \$ et 7,0 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent, exclusion faite de l'aide gouvernementale remboursable. L'augmentation de 1,2 million \$, ou 17 %, depuis le début de l'exercice est principalement attribuable au programme d'essais d'enregistrement de phase III en cours pour le traitement du cancer de la vessie.

Division de la santé animale

Pour le trimestre et le semestre clos le 31 décembre 2010, les ventes de produits de la division de la santé animale ont atteint respectivement 6,1 millions \$ et 12,8 millions \$, comparativement à 7,0 millions \$ et 12,9 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Sur une base cumulée depuis le début de l'exercice, les produits tirés des ventes sont comparables à ceux des périodes comparatives de l'exercice précédent, avec quelques écarts en cours de trimestre en raison de variations de la gamme de produits et du calendrier des ventes.

Les charges engagées au cours du trimestre et du semestre clos le 31 décembre 2010 se sont élevées à respectivement 4,5 millions \$ et 9,3 millions \$, comparativement à 4,9 millions \$ et 9,1 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Pour le trimestre et le semestre clos le 31 décembre 2010, les frais de recherche et de développement bruts ont totalisé respectivement 1,2 million \$ et 1,9 million \$, comparativement à 0,8 million \$ et 1,4 million \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette augmentation découle de la plus grande importance accordée aux vaccins et aux produits de reproduction.

Division de la salubrité des aliments

La société persévère dans ses démarches de commercialisation et reçoit de bons indices de soutien, particulièrement dans les provinces canadiennes d'Ontario et de Québec. La société poursuit son plan de construction d'un centre de fabrication de vaccins pour permettre la production à grande échelle d'*Econiche*^{MC} et d'autres vaccins destinés à la salubrité des aliments et à la santé animale. Cette installation devrait être achevée à la fin de mars 2011.

Le financement de l'agrandissement du centre de fabrication de vaccins provient en partie du programme Stratégie d'investissement dans le secteur de la fabrication de pointe du ministère du Développement économique et du Commerce de l'Ontario, qui contribue à hauteur de 10,0 millions \$ sous la forme d'un prêt fondé sur un pourcentage des dépenses admissibles engagées. Au 31 décembre 2010, un montant de 9,4 millions \$ avait été reçu en vertu de ce programme. Le programme Agri-débouchés du ministère de

l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada a pour sa part contribué pour 5 millions \$ sous la forme d'un prêt fondé sur un pourcentage des dépenses admissibles engagées. Au 31 décembre 2010, un montant de 3,3 millions \$ avait été reçu en vertu de ce programme. L'Office des technologies industrielles («OTI») d'Industrie Canada fournit un financement de 5 millions \$ en échange de redevances sur des ventes futures d'*Econiche*^{MC} au taux de 2,5 % du chiffre d'affaires net jusqu'à un maximum cumulatif de 13,6 millions \$. Un montant additionnel de 5 millions \$ a été obtenu sous la forme d'un prêt de la Banque de développement du Canada. Toutefois, le solde des débours de 2,8 millions \$ sera consenti seulement au fur et à mesure que la société engagera certaines dépenses admissibles.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Situation financière et flux de trésorerie

Au 31 décembre 2010, la société affichait des pertes importantes et avait un déficit cumulé de 102,5 millions \$.

La situation de trésorerie de la société au 31 décembre 2010 s'établissait à 23,6 millions \$, en hausse par rapport à 11,1 millions \$ au 30 juin 2010. Cette hausse importante reflète largement le produit net de 15,2 millions \$ tiré du volet canadien des placements d'actions ordinaires récemment conclus au Canada et en Australie. Au troisième trimestre, la société recevra 10,8 millions \$ additionnels déduction faite des frais d'émission, reflétant la clôture au début de janvier 2011 du volet australien des placements d'actions en parallèle. Par suite de ces placements d'actions en parallèle, la société dispose des fonds nécessaires au soutien de ses activités de telle sorte que la direction a retiré toute mention relative à l'hypothèse de la continuité d'exploitation de ses états financiers consolidés intermédiaires. La société affiche un bilan positif sur le plan de la gestion de son fonds de roulement pour répondre à ses besoins de fonctionnement.

Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2011, la société a investi 5,0 millions \$ (déduction faite de l'aide gouvernementale reçue pendant le trimestre) dans le centre de fabrication de vaccins dont les travaux de construction sont presque clos. La société prévoit toucher les montants demandés relativement à l'aide gouvernementale remboursable dans le cadre des programmes décrits à la note 11 des états financiers consolidés de l'exercice clos le 30 juin 2010. La société prévoit maintenir un taux de combustion du capital moyen d'environ 1 million \$ par mois jusqu'à la fin de l'exercice 2011.

Par le passé, la société a financé ses besoins de liquidités principalement par des émissions d'actions, la vente de produits, les crédits d'impôt à l'investissement, la vente d'activités ou d'unités d'exploitation, des redevances, des incitatifs gouvernementaux, des émissions de titres de créance à long terme et une facilité de crédit renouvelable.

En plus des sources traditionnelles de financement, la société prévoit financer bon nombre de ses dépenses futures grâce à certains paiements à recevoir de son partenaire de licence à l'atteinte de jalons liés à la tenue du programme clinique portant sur *Urocidin*^{MC}. Bien que la société soit persuadée qu'elle atteindra ces jalons, qu'elle réussira à remplacer sa facilité de crédit renouvelable et qu'elle maintiendra un BAIIA avant frais de recherche et développement solide pour l'unité d'exploitation de la santé animale, ces événements sont tributaires de certains facteurs qui échappent à son contrôle. Si elle ne parvient pas à réaliser ses objectifs, elle pourrait devoir obtenir du financement supplémentaire ou restreindre ses activités de développement et d'exploitation.

Trésorerie

La politique de la société en matière de trésorerie consiste à investir les fonds qui ne sont pas requis immédiatement dans des instruments à court terme selon une stratégie d'investissement fondée sur la préservation du capital. Les investissements sont effectués principalement dans des certificats de placement garanti («CPG») et des comptes d'épargne à intérêt élevé, deux instruments émis par des banques à charte canadiennes. Au 31 décembre 2010, un montant d'environ 1,3 million \$ était détenu dans des comptes d'épargne à intérêt élevé. Le produit net du placement d'actions en parallèle canadien était détenu à titre de liquidités au 31 décembre 2010 et sera investi conformément à la politique de la société au cours du troisième trimestre de l'exercice 2011.

Opérations entre parties liées

Le 3 juin 2005, la société a conclu un contrat de location de dix ans à l'égard d'une installation située au 271, avenue Labrosse, à Pointe-Claire, au Québec. L'installation est louée à la société par une société détenue et contrôlée par Graeme McRae, président du conseil d'administration et président et chef de la direction de la société. Selon les modalités du bail modifié, la société a l'option d'acquérir l'installation jusqu'au 28 mai 2011 en prenant en charge le solde de l'emprunt. La société est en pourparlers pour prendre en charge cette hypothèque.

Cette opération a été comptabilisée comme une obligation au titre d'un contrat de location-acquisition, telle qu'elle est présentée à la note 10 des états financiers consolidés annuels de 2010 de la société. L'installation compte 14 000 pieds carrés et pourrait servir dans l'avenir comme locaux additionnels de fabrication. Cette installation permettra à la société d'augmenter la capacité de production existante de la technologie MCC afin de pouvoir répondre à la demande éventuelle prévue d'*Urocidin*^{MC} sur le marché.

La société a versé à un administrateur 25 \$ (43 \$ en 2009) en honoraires de consultation, a payé des honoraires de 33 \$ (néant en 2009) à un cabinet de services professionnels qui appartient à un administrateur et a acheté des stocks d'une société appartenant à un administrateur pour un montant de 19 \$ (5 \$ en 2009). La société a reçu un paiement de 49 \$ (42 \$ en 2009) pour des services rendus à une société appartenant à un administrateur.

Arrangements hors bilan

À ce jour, la société n'a établi aucune relation avec des entités non consolidées ou des partenaires financiers, comme des entités de financement structurées ou des structures d'accueil, dans le but de conclure des arrangements hors bilan ou à d'autres fins spécifiques ou limitées. À l'exception des contrats de location-exploitation de la société et des autres engagements figurant aux présentes, la société ne compte pas d'opérations hors bilan.

Actions ordinaires en circulation

Au 10 février 2011, la société avait un total de 100,9 millions d'actions ordinaires en circulation. Ce nombre comprend la conversion de 9,0 millions d'actions privilégiées de série II en 6,5 millions d'actions ordinaires, le 4 octobre 2010, et 20,1 millions d'actions émises relativement au placement d'actions canadien conclu le 16 décembre 2010 (11,5 millions d'actions) et le placement d'actions australien conclu le 20 janvier 2011 (8,6 millions d'actions). En outre, la société comptait 0,6 million de bons de souscription en circulation et 6,5 millions d'options en cours (y compris 1 692 526 options attribuées au 27 janvier 2011), échangeables à l'exercice contre une action ordinaire. Après dilution, le nombre équivalent d'actions ordinaires en circulation s'élèverait à 108 millions.

ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Le rapport de gestion de la société est préparé d'après ses états financiers consolidés, lesquels ont été dressés selon les PCGR du Canada. La société a établi et décrit les conventions comptables suivantes qui, à son avis, exigent de la part de la direction qu'elle pose des jugements hautement subjectifs et ait souvent recours à des estimations relativement à des questions fondamentalement incertaines qui pourraient changer ultérieurement. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations, et les écarts pourraient s'avérer importants.

La préparation de ces états financiers exige que la société fasse des estimations et pose des jugements qui influent sur les montants constatés des actifs, des passifs, des produits et des charges ainsi que sur les montants correspondants constatés des actifs et des passifs éventuels. La société revoit ses estimations de façon continue, y compris ses besoins en matière de liquidités, en évaluant les activités planifiées de recherche et de développement et les exigences administratives, la fidélisation du personnel clé, les essais cliniques nécessaires, les besoins du marché pour ses candidats-médicaments et d'autres hypothèses commerciales importantes.

Pour plus de renseignements à propos des estimations comptables critiques, se reporter au rapport de gestion contenu dans le rapport annuel de l'exercice clos le 30 juin 2010.

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES ET PRISES DE POSITION COMPTABLES RÉCENTES

L'ICCA a publié les chapitres suivants de son *Manuel* : le chapitre 1582, «Regroupements d'entreprises», qui remplace le chapitre 1581, «Regroupements d'entreprises»; le chapitre 1601, «États financiers consolidés»; le chapitre 1602, «Participations ne donnant pas le contrôle»; et le chapitre 1625, «Réévaluation intégrale des actifs et des passifs». Pour la société, ces normes sont en vigueur pour les états financiers consolidés intermédiaires et annuels des périodes ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2011, et l'adoption anticipée est permise.

NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE («IFRS»)

L'ICCA remplacera les PCGR du Canada par les Normes internationales d'information financière («IFRS») sur une période transitoire qui prendra fin en 2011. À compter de l'exercice 2012, la société adoptera entièrement les IFRS, y compris les données comparatives retraitées pour 2011.

Le projet de convergence de la société vers les IFRS est dirigé par le chef des finances, et une ressource externe a été engagée en vue d'aider à l'égard de certains aspects du projet et conseiller la direction. Le comité de vérification de la société reçoit des mises à jour trimestrielles de la direction. Le projet de conversion de la société aux IFRS comporte trois stades : diagnostic, élaboration de solutions ainsi que mise en œuvre et exécution.

Même si bien des différences entre les IFRS et les PCGR du Canada ne devraient pas avoir d'incidence importante sur les résultats financiers ou la situation financière de la société, la société n'a pas encore déterminé la pleine incidence de sa conversion aux IFRS.

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2010, de concert avec des experts externes en IFRS, la société a clos une étude diagnostique sur la conversion de ses états financiers consolidés aux IFRS. Cette étude et le rapport qui en a découlé révèlent les principales différences dans les comptes de la société entre les PCGR du Canada actuels et les normes IFRS et en évaluent l'incidence sur les processus d'affaires et les systèmes d'information. Ils évaluent également la complexité des préparatifs et de la mise en œuvre et établissent les ressources nécessaires à la conversion.

Bien que la société prévoie une incidence raisonnable dans de nombreux secteurs liés à la communication de l'information, les principaux aspects qui, selon la société, seront touchés par les modifications de conventions comptables apportées aux états financiers consolidés sont énumérés ci-dessous avec des commentaires. La liste et les commentaires ne doivent pas être considérés comme une liste exhaustive des modifications qui résulteront du passage aux IFRS :

1. *Présentation des états financiers et informations à fournir* – Après le diagnostic, la Société a préparé les évaluations des éléments comptables importants et est en train de dresser un jeu d'états financiers comparatifs selon les IFRS qui diffèrent des états financiers dressés selon les PCGR du Canada actuels, de sorte à pouvoir examiner à fond et évaluer les informations additionnelles à fournir et les options disponibles à la première application des IFRS. La société entreprend le processus d'identification des données additionnelles que la direction exigera des systèmes de la société. Elle est en train d'achever la mise en œuvre d'un système de gestion financière mis à niveau et d'un tableau de comptes mis à jour (particulièrement pour les immobilisations) qui lui permettra de fournir de façon plus efficace les données nécessaires pour dresser des états financiers conformes aux IFRS et de préparer les chiffres comparatifs. La préparation des états financiers conformes aux IFRS ne devrait pas exiger la tenue d'un grand livre général parallèle.
2. *Questions relatives à la première application des IFRS* – La norme comptable internationale IAS 1 donne des directives sur les principes généraux qui sous-tendent la préparation des états financiers. Les IFRS exigent une plus grande transparence et plus d'informations dans les notes des états financiers,

combinées à de nombreuses informations additionnelles qui sont exigées par les autres normes IFRS. Voici des exemples d'informations précises :

- À la transition aux IFRS, il faudra inclure dans les états financiers une note décrivant les options comptables selon l'IFRS 1 et les choix effectués.
- Note 1 – Les conventions comptables exigeront plus de détails, particulièrement en ce qui touche la détermination de la juste valeur, la dépréciation d'actifs, les opérations entre parties liées et le crédit-bail.

L'adoption des IFRS donnera à la société la possibilité de modifier la conception de ses états financiers, de se comparer avec d'autres chefs de file dans son secteur d'activité et de fournir des renseignements plus judicieux aux utilisateurs des états financiers. Les informations additionnelles à fournir influenceront sur la manière dont les utilisateurs interpréteront les états financiers et les résultats de la société. À titre d'exemple influant sur les notes, dans le cas de la dépréciation d'actifs, il sera nécessaire d'apprendre aux épargnants et autres lecteurs des états financiers à interpréter correctement les résultats lorsque des informations importantes seront exigées. La société doit :

- effectuer une analyse comparative en comparant les états financiers de la société à ceux d'autres sociétés dans son secteur d'activité;
- terminer la liste de contrôle des informations à fournir dans les états financiers selon les IFRS afin d'établir quelles autres données la société devrait tenir à jour et présenter;
- modifier les gabarits des états financiers consolidés de la société pour qu'ils respectent les exigences de l'IAS 1.

3. *Points à considérer en matière de dépréciation d'actifs et méthodes d'évaluation* – Les dépréciations aux termes de l'IAS 36, «Dépréciation d'actifs», sont basées sur les flux de trésorerie actualisés. Selon les PCGR du Canada, si les flux de trésorerie futurs non actualisés estimatifs d'un actif sont inférieurs à sa valeur comptable, il faudra procéder à une dépréciation qui sera déterminée en fonction de l'excédent de la valeur comptable sur la juste valeur. Il n'existe pas de test de dépréciation à partir des montants non actualisés en vertu des IFRS. Si un élément déclencheur de dépréciation survient, il pourrait y avoir perte de valeur si la valeur comptable de l'actif comptabilisé selon les PCGR en fonction de flux de trésorerie non actualisés n'était pas pleinement appuyée par les flux de trésorerie actualisés.

Aux termes des PCGR, les dépréciations ne peuvent faire l'objet d'une reprise. Aux termes de l'IAS 36, toute évolution de circonstances donnant lieu à une dépréciation des immobilisations corporelles donnerait lieu à un nouveau calcul du montant de la dépréciation et toute reprise serait comptabilisée en résultat si l'actif avait été préalablement déprécié.

4. *Immobilisations corporelles* – L'IAS 16, «Immobilisations corporelles», et les PCGR comportent les mêmes principes fondamentaux, mais il existe cependant des différences. Les IFRS exigent que les composantes importantes d'une immobilisation soient amorties séparément. Les IFRS permettent aussi d'évaluer les immobilisations corporelles au moyen du modèle de la juste valeur ou du modèle du coût historique. L'IFRS 1 prévoit une exemption facultative selon laquelle une entité peut choisir de rétablir en tant que nouvelle base de coûts pour les immobilisations corporelles, leur juste valeur à la date de basculement. La société évalue quel choix faire pour établir la valeur à l'ouverture et présentera son approche finale au cours des prochains trimestres.
5. *Paiements à base d'actions* – L'IFRS 2, «Paiement fondé sur des actions», est pratiquement conforme aux PCGR du Canada. Les PCGR du Canada permettent l'utilisation de la méthode de l'amortissement linéaire ou des méthodes accélérées pour amortir l'acquisition graduelle des droits; la société utilise la méthode de l'amortissement linéaire pour les attributions classées dans les capitaux propres émises aux employés. Aux termes des IFRS, seules les méthodes accélérées ou d'acquisition graduelle sont permises. La société est encore à évaluer l'approche qu'elle adoptera. Les PCGR du Canada permettent aux sociétés d'estimer le nombre d'attributions qui seront frappées d'extinction à la date d'attribution, ou de comptabiliser la charge entière comme si tous les droits étaient acquis au moment de l'attribution et de tenir compte des extinctions à mesure qu'elles se produisent. L'IFRS 2 exige que les sociétés estiment le nombre d'attributions qui sont frappées d'extinction à la date d'attribution. Ces différences devraient avoir une incidence sur la comptabilisation des régimes incitatifs de la société.

6. *Produits et contrat avec Endo* – Aux termes des PCGR du Canada, la société suit les recommandations de l'abrégié CPN-142, *Accords de prestations multiples générateurs de produits*, afin de comptabiliser le paiement initial reçu par suite du contrat conclu avec Endo. Par conséquent, la société reporte au bilan le montant du paiement initial provenant de son partenaire et l'amortit sur 15 ans, période pendant laquelle la société conserve des obligations contractuelles importantes. Aux termes des IFRS, les produits découlant de l'utilisation par des tiers des actifs de l'entité générant des intérêts, des redevances et des dividendes doivent être comptabilisés sur les bases décrites au paragraphe 30 lorsque :
- il est probable que les avantages économiques associés à l'opération seront transmis à l'entité; et
 - le montant des produits peut être évalué raisonnablement.

Les redevances s'accumulent conformément aux modalités du contrat pertinent et sont habituellement comptabilisées selon la comptabilité d'exercice à moins que, compte tenu de la substance du contrat, il ne soit préférable de comptabiliser les produits selon une autre méthode systématique et rationnelle.

Aux termes de l'IAS 18, la société peut comptabiliser le paiement initial entier dans les produits si certains critères sont respectés, p. ex., il n'y a aucune obligation de rendement future, aucune obligation résiduelle ni aucun événement futur éventuel.

Plan des activités liées à la conversion aux IFRS

Activités clés	Jalons importants	État d'avancement
Conventions comptables et préparation des états financiers		
<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les différences entre les PCGR du Canada et les IFRS. • Évaluer et choisir les méthodes IFRS ponctuelles et continues. • Examiner les résultats de l'analyse comparative avec des pairs. • Élaborer un gabarit des états financiers, y compris les notes. • Quantifier les effets de la conversion aux IFRS. 	<ul style="list-style-type: none"> • Évaluation et quantification des effets de la conversion à terminer au troisième trimestre de l'exercice 2011. • Préparation des états financiers et du libellé des notes à terminer au troisième trimestre de l'exercice 2011. • Choix des conventions comptables IFRS à terminer au troisième trimestre de l'exercice 2011. 	<ul style="list-style-type: none"> • Achèvement d'une étude diagnostique qui a relevé les différences importantes entre la pratique actuelle et les IFRS. • Analyse approfondie des questions et des choix de méthodes comptables présentement en cours. • Acquisition des outils de recherche pour aider à l'analyse comparative des pratiques du secteur et des pairs en matière d'IFRS. • Données et aide fournies par des tiers experts pour la mise en œuvre.
Systèmes comptables		
<ul style="list-style-type: none"> • Identifier et apporter les changements aux systèmes comptables requis pour se conformer aux IFRS, y compris la production d'informations comparatives. • Procéder aux changements requis. 	<ul style="list-style-type: none"> • Choix des outils et application des solutions pour se conformer aux IFRS au cours du troisième trimestre de l'exercice 2011. • Mise à l'essai et correction des changements apportés au système au quatrième trimestre de l'exercice 2011. 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise à niveau en cours du système comptable de la société au moyen d'une version pouvant soutenir les IFRS. • Des modules additionnels liés aux immobilisations corporelles et à la gestion des actifs de l'entreprise ont été obtenus sous licence, et l'évolution de la mise en œuvre sera présentée dans les rapports de gestion futurs.

Activités clés	Jalons importants	État d'avancement
Environnement de contrôle		
<ul style="list-style-type: none"> • Confirmer que les processus d'affaires et les contrôles respectent les IFRS. • Identifier et apporter les modifications requises à l'appui des contrôles et procédures de communication de l'information («CPCI»). • Identifier les modifications requises à l'appui des contrôles internes à l'égard de l'information financière («CIIF»). 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre de toute modification devant être apportée au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2011. • Mise à jour des processus d'attestation interne pour les cadres supérieurs pour le quatrième trimestre de l'exercice 2011. • Mise à jour des processus d'attestation du chef des finances et du chef de la direction pour le quatrième trimestre de l'exercice 2011. 	<ul style="list-style-type: none"> • Évaluation en cours des pratiques actuelles à l'égard des IFRS et intégration de celles-ci à nos processus actuels pour l'évaluation et l'essai des CPCI et des CIIF.
Formation		
<ul style="list-style-type: none"> • Définir et apporter le niveau de compétences approprié pour : <ul style="list-style-type: none"> o le personnel du service de l'information financière et le personnel comptable o les cadres supérieurs o le comité de vérification 	<ul style="list-style-type: none"> • Formation achevée au troisième trimestre de l'exercice 2011. 	<ul style="list-style-type: none"> • Formation donnée au comité de vérification et aux cadres supérieurs du groupe de comptabilité. • Évolution des activités supplémentaires de formation présentée dans les rapports de gestion à venir.
Autres activités commerciales		
<ul style="list-style-type: none"> • Déterminer l'incidence des IFRS sur les arrangements contractuels externes, les clauses restrictives financières et les régimes de rémunération des employés. • Intégrer les communications portant sur les IFRS dans le cadre des relations avec les investisseurs, dans le rapport de gestion et dans les autres communications externes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Données sur l'évolution de la conversion aux IFRS présentées dans le rapport de gestion tous les trimestres. • Examen des contrats importants et évaluation de l'incidence des IFRS sur la comptabilité clos au troisième trimestre de l'exercice 2011. • Mise en place d'un soutien à l'égard des demandes de renseignements et des communications dans le cadre des relations avec les investisseurs d'ici la fin du troisième trimestre de l'exercice 2011. 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport sur l'évolution de la conversion aux IFRS maintenant intégré au processus d'élaboration et de rédaction du rapport de gestion. • Examen des contrats en cours – certains contrats pertinents ont été ciblés en ce qui concerne les différences de comptabilisation des produits. Suivi de l'évolution de ces différences et information fournie dans les rapports de gestion à venir sur l'incidence de ces différences.

Dans ses prochains rapports trimestriels et annuels, la société présentera des mises à jour sur ses activités liées aux IFRS, y compris l'évolution du programme d'activités, les grandes lignes des principales différences entre la pratique actuelle et les IFRS et, dans la mesure du possible, des exemples d'informations à fournir et de rapprochements des comptes des états financiers. La société a aussi l'intention d'évaluer l'incidence de l'adoption des IFRS sur ses contrats importants, ses ententes de rémunération et les activités qui dépendent des informations financières jusqu'à la fin de l'exercice 2011 ainsi que d'évaluer l'incidence des IFRS sur son environnement de contrôle, ses systèmes et ses processus d'affaires.

MESURES NON CONFORMES AUX PCGR ET AUTRES MESURES

Les mesures suivantes utilisées dans le rapport de gestion n'ont pas de signification normalisée en vertu des PCGR du Canada et pourraient donc ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés.

Le **BAIIA** désigne le «bénéfice avant intérêts, impôts, amortissement et gain ou perte de change». La société considère le BAIIA comme une mesure efficace de l'apport de chaque secteur de la société aux résultats. De l'avis de la direction, cette mesure est utilisée par les analystes et les actionnaires pour évaluer la performance financière des activités de la société.

Le **taux de combustion** du capital désigne les «flux de trésorerie consolidés affectés aux activités d'exploitation». Cette information figure à l'état des flux de trésorerie consolidé, sous la rubrique «Activités d'exploitation». Il s'agit des flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation (avant la variation des soldes hors caisse du fonds de roulement d'exploitation).

Le **fonds de roulement** net désigne l'actif à court terme moins le passif à court terme, excluant la tranche échéant à moins d'un an des produits tirés de l'octroi de licences reportés non remboursables.

EFFICACITÉ DES CONTRÔLES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Conformément au *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs* («Règlement 52-109»), la société est tenue d'établir et de maintenir un contrôle interne à l'égard de son information financière, conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers consolidés de la société ont été établis conformément aux PCGR du Canada. En raison des limites inhérentes à tout système de contrôle, le contrôle interne à l'égard de l'information financière pourrait ne pas permettre de prévenir ou de détecter toutes les inexactitudes importantes. De même, toute conclusion quant à l'efficacité future d'un système de contrôle interne est assujettie à des risques, puisque le système pourrait devenir inapproprié pour de nombreuses raisons, y compris en raison de changements dans les conditions d'affaires, de changements au sein de l'effectif ou encore de l'incidence d'autres risques et incertitudes subsistant à l'égard du contrôle interne.

La direction a utilisé le cadre conceptuel du Committee of Sponsoring Organizations («COSO») de la Commission Treadway pour évaluer l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société.

Le président du conseil d'administration et président et chef de la direction ainsi que le chef des finances, de concert avec la direction, ont achevé la documentation et l'évaluation préliminaire de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière au 30 juin 2010. Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2010, les contrôles importants identifiés dans la documentation ont fait l'objet d'un test et ont été évalués. Par suite de ce test, la société a découvert que des améliorations et des mises à jour importantes devraient être apportées à divers secteurs, y compris la documentation des contrôles. Aucune observation ni aucun résultat n'indiquait une faiblesse importante des CPCI ou des CIIF pour le trimestre clos le 31 décembre 2010.

La société prévoit poursuivre son évaluation et apporter les changements nécessaires à ses politiques et procédures de contrôle interne à l'égard de l'information financière, y compris l'élaboration et la mise en œuvre des politiques. En novembre 2010, la société a embauché un spécialiste en processus de contrôle pour diriger cette initiative, et elle prévoit apporter des améliorations et les tester d'ici la fin du quatrième trimestre de l'exercice 2011. De plus, la société a clos la mise à niveau des systèmes comptables et procède présentement à l'achat et à la mise en œuvre d'autres outils et modules à l'appui des processus améliorés de gestion et de communication d'information. Ces nouvelles ressources, ainsi que l'évolution de la situation financière de la société, devraient apporter des améliorations au processus d'examen et d'approbation de la Société, particulièrement au chapitre du processus de clôture des états financiers. La société entend maintenir en permanence son approche visant l'amélioration des contrôles.

La société prévoit apporter un certain nombre d'améliorations au cours de l'exercice 2011 pour couvrir les processus jugés nécessaires pour maintenir les CPCI et les CIIF pendant la période de conversion aux IFRS de la société.

RISQUES ET INCERTITUDES

Approche de gestion des risques

Les activités commerciales que mène la société l'exposent à un large éventail de risques. Le but de la société est de gérer ces risques de sorte à se protéger raisonnablement contre un niveau inacceptable de risque lié au bénéfice ou de risque financier tout en favorisant l'expansion commerciale grâce aux activités de commercialisation. La société a mis sur pied une structure de surveillance de la gestion des risques et une structure hiérarchique interne permettant de suivre et de gérer les risques propres à ses activités commerciales, aux marchés dans lesquels elle est présente, et aux contextes et structures réglementaires et politiques dans lesquels elle évolue à l'échelle internationale.

Les processus de gestion des risques de la société prévoient notamment la surveillance de ses principaux risques de la façon suivante :

Le *Conseil d'administration* assure la gérance de la société, examine et établit les politiques et procédures et reçoit des rapports de gestion trimestriels exhaustifs décrivant l'évolution et l'état de toutes les activités cruciales et des risques connexes. Le Conseil d'administration tâche également de comprendre les risques importants de la société et oriente la direction dans la résolution des risques qu'il estime nuisibles pour la société et pour la création de valeur pour les actionnaires.

Le *Comité de vérification*, constitué par le Conseil d'administration, aide ce dernier à assumer sa responsabilité de surveillance portant sur l'intégrité des états financiers de la société et le processus de présentation de l'information financière, les systèmes de comptabilité interne et de contrôles financiers, les compétences des auditeurs externes, la durée et les modalités des nominations, notamment la rémunération, l'indépendance, le rendement, les rapports et les programmes juridiques et de respect des risques établis par la direction et le Conseil d'administration.

Contrôles destinés à réduire, contrôler et gérer les risques

Les contrôles des risques de la société comportent plusieurs éléments importants :

Mobilisation des employés à l'égard de nos valeurs

Chaque culture d'entreprise est unique en son genre. La société s'efforce d'encourager les convictions et les mesures qui sont en harmonie avec celles des parties prenantes et de la collectivité dans son ensemble, et qui les respectent. Pour ce faire, la société investit dans les collectivités où ses employés vivent et travaillent, se concentrant sur le caractère durable de l'exploitation et de la croissance, sans compromis sur le plan de la sécurité et assumant ses responsabilités auprès des nombreux groupes et personnes avec lesquels elle interagit. Les activités de la société et son approche commerciale sont conformes à son code de conduite et à ses politiques en matière d'éthique.

Politiques

La société s'est dotée d'un ensemble de conventions générales visant à réduire les risques importants. Ces conventions établissent les pouvoirs délégués et les limites des opérations commerciales et instituent un processus d'approbation en toute connaissance de cause. La société procède périodiquement à des examens et à des vérifications afin de s'assurer de la conformité avec ces conventions.

Présentation de l'information

La société fournit des rapports d'étape trimestriels ainsi que des descriptions des risques courus aux principaux décideurs, notamment le Conseil d'administration et la haute direction. Parmi les informations présentées, on retrouve une analyse des risques émergents, l'exposition aux risques existants, les activités déployées pour gérer ces risques et le plan d'action adopté ou recommandé afin de réduire le niveau de risque actuel. Ces rapports trimestriels permettent une gestion et un contrôle efficaces des risques en temps opportun.

Système de dénonciation

Tout administrateur, dirigeant ou employé qui désire faire part de ses préoccupations ou déposer une plainte au sujet de questions de comptabilité, de contrôle interne ou de vérification, de toute infraction possible aux dispositions juridiques ou réglementaires, d'un comportement contraire à la loi ou au code de déontologie peut le faire de façon confidentielle conformément au code d'éthique et de conduite des affaires en utilisant le portail de Bioniche conformément à la politique de la société sur la communication d'une activité illégale. Les préoccupations ou les plaintes sont acheminées de façon confidentielle à l'administrateur responsable du comité de gouvernance d'entreprise et de mise en candidature ainsi qu'au représentant désigné du service du contentieux de la société.

Les actionnaires et les personnes qui n'ont pas accès au portail de Bioniche peuvent soumettre leurs préoccupations ou plaintes par écrit, en indiquant sur l'enveloppe la mention «confidentiel» et en déposant celle-ci dans la boîte aux lettres du service du contentieux ou en la faisant parvenir par la poste à l'attention de l'administrateur responsable du comité de gouvernance d'entreprise et de mise en candidature de la société. L'enveloppe sera remise scellée à l'administrateur responsable pour son examen. Conjointement avec le représentant du service du contentieux, il mènera une enquête avec la participation du comité de vérification et les services internes de la société, s'il y a lieu. L'enquête se déroulera conformément aux procédures d'examen établies. Lorsque des mesures seront jugées justifiées, elles seront prises pour résoudre la situation à la source de la plainte.

Sommaire des risques et des incertitudes

Avant de décider d'investir dans des actions ordinaires de la société, les investisseurs doivent examiner avec soin les facteurs de risque suivants, de même que les autres renseignements qui sont inclus dans le présent rapport ainsi que dans le rapport annuel de la société pour l'exercice clos le 30 juin 2010 ou qui y sont intégrés par renvoi. Les risques présentés dans le rapport annuel n'ont pas changé. Les principaux risques qui peuvent se répercuter sur la société au cours du présent exercice sont résumés ci-après. Si l'un de ces risques ou l'une de ces incertitudes devait se matérialiser, les activités, la situation financière, les perspectives ou les résultats d'exploitation de la société en souffriraient probablement.

Si l'un des facteurs de risque suivants se matérialisait, cela pourrait avoir une incidence négative sur les activités de la société, ses résultats d'exploitation ou sa situation financière.

- La société prévoit continuer de subir des pertes en raison de ses travaux de recherche continus. Il est difficile d'estimer le moment et les coûts futurs de ses programmes de recherche et de développement ainsi que le moment de la réception des paiements prévus à l'atteinte des jalons.
- La société pourrait être incapable d'atteindre certains jalons liés au partenariat externe, ce qui mettrait un frein au développement futur et aurait une incidence négative sur le cours de ses actions.

- Si la société ne parvient pas à mobiliser des capitaux additionnels selon des modalités acceptables, elle pourrait devoir reporter le développement de sa gamme de produits, ou l'interrompre, ou être incapable d'obtenir les approbations des organismes de réglementation ou de commercialiser ses produits candidats.
- La société est indirectement assujettie à une réglementation en matière de prix dans certains pays, ce qui pourrait avoir une incidence sur sa marge brute.
- À l'heure actuelle, la société ne possède pas de capacité de fabrication de secours pour certains de ses principaux produits.
- La perte d'un fournisseur clé de certaines matières premières pourrait avoir une incidence néfaste importante sur les activités de la société et sa situation financière.
- Il est possible que la société n'atteigne pas ses objectifs de développement projetés conformément à l'échéancier annoncé et établi.
- Des changements technologiques rapides pourraient rendre les produits de la société obsolètes.
- La société fait face à des incertitudes relativement aux approbations des organismes de réglementation qui pourraient entraîner des retards dans la mise en marché des produits dans certaines régions.
- Même si la société obtient l'approbation de mise en marché, ses produits devront faire l'objet d'examen continus de la part des organismes de réglementation.
- Les produits de la société, s'ils sont approuvés, pourraient ne pas être acceptés sur le marché.
- Le développement de thérapies peut s'avérer coûteux et exige des années d'activités de recherche et de développement.
- Si la société n'arrive pas à protéger ses droits à l'égard de sa propriété intellectuelle, ses concurrents pourraient développer et commercialiser des produits possédant des caractéristiques semblables aux siens, ce qui réduirait la demande à l'égard de ses propres produits, et l'efficacité de leur mise en marché pourrait s'en trouver diminuée.
- La société pourrait être partie prenante à des actions en justice concernant des collaborations ou la protection ou le respect de ses brevets qui pourraient être coûteuses tant en argent qu'en temps.
- Si les fabricants externes ne consacrent pas suffisamment de temps et de ressources aux produits de la société, ou si leur rendement n'est pas conforme aux normes, les essais cliniques et le lancement des produits pourraient être retardés, ce qui ferait augmenter les coûts.
- La société pourrait ne pas être en mesure de fabriquer ses produits à l'échelle commerciale, ce qui l'empêcherait de commercialiser ceux-ci.
- La société pourrait ne pas être en mesure d'atteindre ses objectifs.
- La société exerce ses activités d'exploitation à l'échelle internationale, ce qui l'expose à un risque commercial accru.
- La société pourrait subir des pertes par suite de fluctuations des devises.
- La société s'expose à un risque lié à des réclamations en responsabilité à l'égard d'un produit, pour lesquelles elle pourrait ne pas avoir de couverture d'assurance suffisante ni être capable d'en obtenir une.
- Certains des produits de la société peuvent nécessiter l'utilisation de matières dangereuses, et, par conséquent, la société s'expose à de possibles réclamations en responsabilité et aux coûts associés au respect des lois régissant les déchets dangereux.

- Toute vente future d'actions ordinaires par la société ou ses prêteurs ou actionnaires actuels pourrait entraîner la chute du cours des actions de la société.
- La société n'a jamais versé de dividendes sur ses actions ordinaires et ne prévoit pas verser de dividendes en espèces dans un avenir prévisible.

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LA SOCIÉTÉ

Des informations supplémentaires sur la société, y compris sa notice annuelle, sont disponibles sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Le chef des finances,
Brian D. Ford, CA
Le 10 février 2011

Bioniche Life Sciences Inc.

Issue d'une fusion en vertu des lois de l'Ontario

BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES*[Non vérifié]*

	Au 31 décembre 2010 \$	Au 30 juin 2010 \$
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>		
ACTIF		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	23 586	11 070
Débiteurs	4 858	8 601
Impôts à recouvrer	119	63
Actifs d'impôts futurs	71	197
Stocks <i>[note 3]</i>	8 092	6 668
Charges payées d'avance, dépôts et autres	1 984	793
	38 710	27 392
Actif à long terme		
Immobilisations corporelles	23 150	16 584
Actifs incorporels	6 479	6 500
Écart d'acquisition	456	456
Débiteurs à long terme	1 750	1 156
Actifs d'impôts futurs	33	51
	70 578	52 139
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	11 360	9 716
Incitatifs gouvernementaux reportés	744	—
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an et obligations au titre de contrats de location-acquisition	527	256
Tranche échéant à moins d'un an de l'aide gouvernementale remboursable <i>[note 4]</i>	1 886	960
Tranche échéant à moins d'un an des produits tirés de l'octroi de licences reportés non remboursables	1 486	1 486
	16 003	12 418
Passif à long terme		
Charge de retraite à payer <i>[note 7]</i>	1 934	—
Dette à long terme	1 722	1 341
Obligations au titre de contrats de location-acquisition	1 131	1 184
Aide gouvernementale remboursable <i>[note 4]</i>	11 806	6 965
Incitatifs gouvernementaux reportés	479	2 382
Produits tirés de l'octroi de licences reportés non remboursables	18 610	19 353
	51 685	43 643
Capitaux propres <i>[note 10]</i>		
Capital social <i>[note 5]</i>	112 800	96 677
Autre capital d'apport <i>[note 5]</i>	8 593	8 700
Déficit	(102 500)	(96 881)
	18 893	8 496
	70 578	52 139

Événement postérieur à la date de bilan *[note 10]*

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Bioniche Life Sciences Inc.

ÉTATS DES RÉSULTATS, DU RÉSULTAT ÉTENDU ET DU DÉFICIT CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

[Non vérifié]

Pour les trimestres et semestres terminés les 31 décembre

<i>(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)</i>	Trimestre considéré, terminé en 2010 \$	Trimestre correspondant terminé en 2009 \$	Cumul sur six mois 2010 \$	Cumul sur six mois 2009 \$
PRODUITS				
Chiffre d'affaires	6 110	7 029	12 802	12 935
Collaborations de recherche	854	—	1 644	—
Gain à la vente d'actifs incorporels	—	—	—	883
Octroi de licences	4 417	6 757	4 789	7 090
	11 381	13 786	19 235	20 908
CHARGES				
Coût des ventes (exclusion faite de l'amortissement) <i>[note 3]</i>	2 873	3 294	6 040	6 065
Administration	3 616	1 646	5 516	3 431
Frais de commercialisation et de vente	1 878	1 469	3 395	2 950
Frais de financement <i>[note 8]</i>	233	164	386	352
Amortissement des immobilisations corporelles	253	260	491	567
Amortissement et dépréciation des actifs incorporels	208	189	407	431
Perte de change	150	144	257	264
	9 211	7 166	16 492	14 060
Bénéfice avant frais de recherche et de développement et autres éléments	2 170	6 620	2 743	6 848
Frais de recherche et de développement, montant brut	4 809	4 754	9 250	8 154
Aide gouvernementale remboursable	—	—	—	3 884
Moins : incitatifs gouvernementaux, montant net	(530)	(790)	(1 034)	(1 193)
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	(2 109)	2 656	(5 473)	(3 997)
Charge d'impôts sur les bénéfices	—	—	129	130
Bénéfice net (perte nette) et résultat étendu de la période	(2 109)	2 656	(5 602)	(4 127)
Déficit au début de la période	(100 391)	(102 075)	(96 881)	(95 292)
Prime au rachat d'actions <i>[note 5]</i>	—	—	(17)	—
Déficit à la fin de la période	(102 500)	(99 419)	(102 500)	(99 419)
Résultat net de base et dilué par action	(0,03)	0,04	(0,07)	(0,06)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	81 897 104	72 008 694	77 466 755	71 941 789

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Bioniche Life Sciences Inc.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

[Non vérifié]

Pour les trimestres et semestres terminés les 31 décembre

	Trimestre considéré, terminé en 2010 \$	Trimestre correspondant terminé en 2009 \$	Cumul sur six mois 2010 \$	Cumul sur six mois 2009 \$
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>				
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Bénéfice net (perte nette) de la période	(2 109)	2 656	(5 602)	(4 127)
Ajouter (déduire) les éléments hors caisse :				
Amortissement	461	449	898	946
Perte latente (gain latent) de change	21	1	62	(26)
Intérêt au titre de la désactualisation des débiteurs et prêts sans intérêt et amortissement des frais de financement	164	103	262	211
Charge de rémunération à base d'actions	75	49	137	109
Régime d'actionariat des employés	213	137	407	137
Charge de retraite à payer	1 934	—	1 934	—
Bons de souscription émis à des consultants	—	—	1	—
Aide gouvernementale remboursable	—	—	—	3 884
Amortissement des incitatifs gouvernementaux reportés	(1 183)	(667)	(1 472)	(844)
Produits tirés de l'octroi de licences	(371)	(371)	(743)	(704)
Dépréciation d'actifs incorporels	—	—	—	52
Impôts sur les bénéfices futurs	—	—	129	—
Gain à la vente d'actifs incorporels	—	—	—	(883)
Aide gouvernementale réputée	(16)	(15)	(31)	(74)
	(811)	2 342	(4 018)	(1 319)
Diminution des liquidités soumises à restrictions	—	911	—	1 037
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement	3 908	(1 034)	3 556	(6 028)
Variation nette des produits tirés de l'octroi de licences reportés non remboursables	—	—	—	22 286
Flux de trésorerie d'exploitation	3 097	2 219	(462)	15 976
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Produit du règlement de débiteurs à long terme	—	—	100	—
Incitatifs gouvernementaux reçus au titre d'immobilisations corporelles	352	51	1 496	51
Produit de la vente d'actifs incorporels	—	—	—	606
Acquisition d'actifs incorporels	(213)	—	(386)	—
Produit tiré de la cession d'immobilisations corporelles	6	6	6	6
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(5 398)	(1 136)	(11 558)	(1 375)
Flux de trésorerie d'investissement	(5 253)	(1 079)	(10 342)	(712)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Produit tiré d'incitatifs gouvernementaux reportés	340	—	690	—
Produit tiré de l'aide gouvernementale [note 4]	3 848	—	7 574	54
Produit tiré de la dette à long terme	500	—	500	—
Produit tiré de l'exercice d'options sur actions	57	—	184	—
Produit tiré de l'exercice de bons de souscription	302	—	302	—
Produit tiré de l'émission d'actions	16 675	—	16 675	—
Rachat d'actions ordinaires	—	—	(173)	—
Paiement des frais d'émission d'actions	(2 198)	—	(2 198)	—
Paiement de frais de financement – dette	—	—	—	(2 117)
Remboursement de la facilité de crédit renouvelable	—	—	—	(4 416)
Remboursement d'obligations au titre de contrats de location-acquisition	(130)	(151)	(228)	(235)
Remboursement de la dette à long terme	3	(141)	(6)	(150)
Flux de trésorerie de financement	19 397	(292)	23 320	(6 864)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	17 241	848	12 516	8 400
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	6 345	13 502	11 070	5 950
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	23 586	14 350	23 586	14 350

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

31 décembre 2010 et 2009

*[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf indication contraire
et les nombres d'actions et montants par action]*

Non vérifié

1. NATURE DE L'ENTREPRISE ET MODE DE PRÉSENTATION

Nature de l'entreprise

Bioniche Life Sciences Inc. [la «société»] est une société biopharmaceutique canadienne qui se spécialise dans la recherche, le développement, la fabrication et la commercialisation de produits et de technologies destinés aux marchés mondiaux de la santé humaine et de la santé animale. Les actions ordinaires de la société se négocient à la Bourse de Toronto [TSX : «BNC»].

Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ne comportent pas toutes les informations requises selon les PCGR pour des états financiers annuels et doivent donc être lus avec les états financiers consolidés annuels les plus récents préparés pour l'exercice terminé le 30 juin 2010. Les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés selon les mêmes conventions et méthodes comptables que celles décrites dans les plus récents états financiers consolidés annuels, sauf toute exception mentionnée à la note 2 ci-après.

2. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES ET PRISES DE POSITION COMPTABLES RÉCENTES

Au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2010, la société a convenu de créer pour son président et chef de la direction un régime de retraite à prestations déterminées non capitalisé, qui n'est ni enregistré ni préalablement capitalisé, fondé sur le nombre d'années de service et le salaire de fin de carrière, selon les définitions du chapitre 3461 du *Manuel de l'ICCA*, «Avantages sociaux futurs». Le coût des prestations a été établi par un actuaire indépendant selon la méthode de répartition des prestations, qui comprend les meilleures estimations de la direction quand à la croissance des salaires, l'âge de la retraite, l'inflation et d'autres facteurs actuariels. Les gains actuariels (pertes actuarielles) sur les obligations au titre des prestations constituées proviennent des différences entre les résultats réels et les prévisions et des modifications dans les hypothèses actuarielles utilisées pour établir les obligations au titre des prestations constituées et sont comptabilisés immédiatement dans les résultats. Les coûts des services passés à compter de la mise en place d'un régime ou d'une modification du régime sont amortis de manière linéaire sur la durée résiduelle du service.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

31 décembre 2010 et 2009

*[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf indication contraire
et les nombres d'actions et montants par action]*

Non vérifié

3. STOCKS

	31 décembre 2010	30 juin 2010
	\$	\$
Matières premières	1 701	1 714
Produits en cours	2 166	1 860
Produits finis	4 225	3 094
Total	8 092	6 668

Pour les trois mois et les six mois terminés le 31 décembre 2010, des stocks totalisant respectivement 2 539 \$ et 5 411 \$ [respectivement 3 109 \$ et 5 630 \$ en 2009] ont été comptabilisés à titre de coût des ventes, y compris les provisions pour dépréciations à la valeur de réalisation nette de 10 \$ et de 40 \$ [respectivement 17 \$ et 79 \$ en 2009] et une reprise de dépréciations antérieurement comptabilisées de 26 \$ et de 34 \$ résultant d'une réévaluation du marché potentiel [respectivement 14 \$ et 58 \$ en 2009]. Au 31 décembre 2010, des stocks d'un montant de 44 \$ [30 \$ en 2009] étaient comptabilisés à leur valeur de réalisation nette.

4. AIDE ET INCITATIFS GOUVERNEMENTAUX

Le tableau qui suit présente un sommaire des opérations du semestre terminé le 31 décembre 2010 à l'égard de chacun des programmes gouvernementaux aux termes desquels la société a reçu de l'aide.

	OTI	MDEC	Agri- débouchés	Total
		\$	\$	\$
Solde d'ouverture	4 175	3 159	591	7 925
Aide gouvernementale reçue sous forme de prêts	—	5 491	2 083	7 574
Moins : escompte sans intérêt	—	(1 105)	(1 030)	(2 135)
Intérêts au titre de la désactualisation	121	146	61	328
Moins : tranche échéant à moins d'un an	4 296	7 691	1 705	13 692
Total de l'aide gouvernementale remboursable à long terme	2 410	7 691	1 705	11 806

Office des technologies industrielles

Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2010, le remboursement maximal admissible dans le cadre du programme de vaccin pour les bovins contre *E. coli* O157:H7 a été atteint. Des demandes de remboursement à l'égard de dépenses admissibles additionnelles sont imputées au solde des incitatifs gouvernementaux reportés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

31 décembre 2010 et 2009

*[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf indication contraire
et les nombres d'actions et montants par action]*

Non vérifié

5. CAPITAUX PROPRES

Le capital-social se présente comme suit :	31 décembre 2010 \$	30 juin 2010 \$
Actions privilégiées – série I	161	161
Actions privilégiées – série II	—	8 799
Actions ordinaires	112 639	87 717
	112 800	96 677

Les opérations sur les actions ordinaires de la société émises et entièrement libérées au cours des six mois terminés le 31 décembre 2010 sont comme suit :

	31 décembre 2010	
	Nombre d'actions	Montant \$
Solde au 30 juin 2010	72 890 247	87 717
Régime d'actionariat des employés	316 850	393
Options exercées	217 123	245
Bons de souscription exercés	460 992	487
Actions émises	11 500 000	16 675
Frais d'émission d'actions	—	(1 521)
Actions annulées	(130 000)	(156)
Actions privilégiées converties	6 521 677	8 799
Solde au 31 décembre 2010	91 776 889	112 639

Actions privilégiées – série II

Le 4 octobre 2010, le Fonds de solidarité FTQ a converti le reste de ses 9 000 000 d'actions privilégiées de série II en 6 521 677 actions ordinaires.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

31 décembre 2010 et 2009

*[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf indication contraire
et les nombres d'actions et montants par action]*

Non vérifié

5. CAPITAUX PROPRES (SUITE)

Actions ordinaires

Le 16 décembre 2010, la société a terminé le volet canadien de deux financements parallèles annoncés le 22 novembre 2010 [voir note 10]. Un total de 11 500 000 nouvelles actions ordinaires ont été émises au prix unitaire de 1,45 \$ CA l'action, soit un produit brut de 16 675 \$. Ce montant, déduction faite des frais relatifs à l'émission de 1 521 \$, est indiqué dans le capital social.

Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2010, la société a acheté auprès d'un haut dirigeant 130 000 de ses propres actions, pour une contrepartie au comptant de 173 \$, et il en est résulté une réduction du capital social et une augmentation du déficit respectivement de 156 \$ et 17 \$. Ces actions ont été annulées en octobre 2010.

Rémunération sous forme d'actions

Au cours des périodes de trois et de six mois terminées le 31 décembre 2009, la société n'a émis aucune action ordinaire, puis en a émis 278 495, totalisant respectivement néant et 103 \$ à titre de rémunération des administrateurs. Aucune rémunération des administrateurs n'a été versée en actions ordinaires au cours des périodes de trois et six mois terminées le 31 décembre 2010.

Régime d'actionnariat des employés

Au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2010, la société a émis, en vertu du régime d'actionnariat des employés, 128 777 actions ordinaires [161 172 en 2009] d'une valeur totale de 201 \$ [66 \$ en 2009].

Au cours du semestre terminé le 31 décembre 2010, la société a émis, en vertu du régime d'actionnariat des employés, 316 850 actions ordinaires [161 172 en 2009] d'une valeur totale de 393 \$ [66 \$ en 2009].

Options sur actions

Les modifications apportées au nombre d'options attribuées par la société et à leur prix d'exercice moyen pondéré pour les semestres terminés les 31 décembre 2010 et 2009 sont comme suit :

	2010		2009	
	Nombre	\$	Nombre	\$
Solde au début de la période	5 470 146	1,00	4 118 501	2,04
Attribuées	2 000	0,92	2 673 867	0,44
Exercées	(217 123)	0,85	—	—
Échues/annulées	(16 388)	0,44	(1 169 500)	3,47
Solde à la fin de la période	5 238 635	1,01	5 622 868	0,99
Exerçables	1 843 549	0,95	1 248 001	1,14

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

31 décembre 2010 et 2009

*[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf indication contraire
et les nombres d'actions et montants par action]*

Non vérifié

5. CAPITAUX PROPRES (SUITE)

Au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2010, la société a émis 87 123 actions ordinaires à l'exercice d'options sur actions d'employés pour une contrepartie au comptant de 57 \$. Auparavant comptabilisé dans l'autre capital d'apport, ce montant ainsi que la juste valeur de 20 \$ de ces options passée en charges, a été porté au capital social.

Au cours du semestre terminé le 31 décembre 2010, la société a émis 217 123 actions ordinaires à l'exercice d'options sur actions d'employés pour une contrepartie au comptant de 184 \$. Auparavant comptabilisé dans l'autre capital d'apport, ce montant ainsi que la juste valeur de 61 \$ de ces options passée en charges, a été porté au capital social.

Le 1^{er} juillet 2010, la société a émis 2 000 options sur actions d'une durée de trois ans à un consultant [2 000 options sur actions d'une durée de trois ans en 2009] dont les droits étaient immédiatement acquis à un prix d'exercice de 0,92 \$ [0,37 \$ en 2009].

La juste valeur des options à la date d'attribution est comptabilisée comme une charge sur la période d'acquisition des droits. Le montant constaté à titre de charge de rémunération au cours des trois mois et des six mois terminés le 31 décembre 2010 s'est élevé à respectivement 75 \$ et 137 \$ [respectivement 49 \$ et 109 \$ en 2009].

La juste valeur des options attribuées au cours des semestres terminés les 31 décembre 2010 et 2009 a été estimée à l'aide du modèle de Black et Scholes, ce qui a permis d'établir les hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	2010	2009
Taux d'intérêt sans risque	5,50 %	4,0 %
Volatilité prévue	67,4 %	65,1 %
Durée prévue de l'option	3,0 ans	5,0 ans
Rendement de l'action prévu	0 %	0 %
Juste valeur moyenne pondérée des options attribuées	0,41 \$	0,24 \$

Bons de souscription

Au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2010, la société a émis 275 000 actions ordinaires à l'exercice de bons de souscription pour une contrepartie au comptant de 302 \$. Auparavant comptabilisé dans l'autre capital d'apport, ce montant ainsi que la juste valeur de 64 \$ de ces bons de souscription passée en charges, a été porté au capital social. De plus, 185 992 actions ordinaires ont été émises à l'exercice de 185 992 bons de souscription en contrepartie de l'abandon et de l'annulation de 339 008 bons de souscription. Auparavant comptabilisé dans l'autre capital d'apport, le solde de la juste valeur de 121 \$ de ces bons de souscription passée en charges, a été porté au capital social.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

31 décembre 2010 et 2009

*[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf indication contraire
et les nombres d'actions et montants par action]*

Non vérifié

5. CAPITAUX PROPRES (SUITE)

Les modifications apportées au nombre de bons de souscription attribués par la société et à leur prix d'exercice moyen pondéré pour les semestres terminés les 31 décembre 2010 et 2009 sont comme suit :

	2010		2009	
	Nombre de bons de souscription	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre de bons de souscription	Prix d'exercice moyen pondéré \$
En cours au début de l'exercice	1 420 000	1,02	1 711 429	0,96
Exercées	(275 000)	1,10	—	—
Exercées sans numéraire	(185 992)	—	—	—
Annulées	(339 008)	1,10	—	—
En cours, 31 décembre	620 000	0,92	1 711 429	0,96

Sur les bons de souscription en cours au 31 décembre 2010, 550 000 peuvent être exercés en contrepartie de l'abandon et de l'annulation des bons de souscription représentant la valeur équivalente en actions du montant qui serait obtenu à l'exercice des bons de souscription en utilisant le cours de clôture moyen des actions ordinaires de la société pour les 20 jours de bourse précédant la date de l'exercice.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

31 décembre 2010 et 2009

*[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf indication contraire
et les nombres d'actions et montants par action]*

Non vérifié

6. INFORMATIONS FINANCIÈRES SECTORIELLES

Les trois secteurs isolables de la société, soit les secteurs de la santé animale, de la santé humaine et de la salubrité des aliments, sont des unités fonctionnelles stratégiques qui offrent des produits distincts et exigent une technologie et des stratégies de commercialisation différentes.

La société comptabilise les ventes intersectorielles à un coût majoré.

	Trimestre considéré, terminé en décembre 2010				
	Santé humaine \$	Santé animale \$	Salubrité des aliments \$	Siège social \$	Total \$
Chiffre d'affaires	—	6 110	—	—	6 110
Collaborations de recherche	854	—	—	—	854
Octroi de licences	4 417	—	—	—	4 417
	5 271	6 110	—	—	11 381
Charges	—	4 472	805	3,090	8 367
BAIIA avant frais de recherche et de développement	5 271	1 638	(805)	(3,090)	3 014
Frais de recherche et de développement, montant brut	3 224	1 159	426	—	4 809
Aide gouvernementale remboursable	—	—	—	—	—
Moins : incitatifs gouvernementaux, montant net	(226)	—	(304)	—	(530)
Frais de recherche et de développement, montant net	2 998	1 159	122	—	4 279
Frais de financement	—	11	—	222	233
Amortissement et dépréciation d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	222	159	18	62	461
Perte de change	—	—	—	150	150
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle) avant impôts sur les bénéfices	2 051	309	(945)	(3 524)	(2 109)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

31 décembre 2010 et 2009

*[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf indication contraire
et les nombres d'actions et montants par action]*

Non vérifié

6. INFORMATIONS FINANCIÈRES SECTORIELLES (SUITE)

	Deuxième trimestre terminé en décembre 2009				
	Santé humaine \$	Santé animale \$	Salubrité des aliments \$	Siège social \$	Total \$
Chiffre d'affaires	—	7 029	—	—	7 029
Octroi de licences	6 757	—	—	—	6 757
	6 757	7 029	—	—	13 786
Charges	—	4 893	426	1 090	6 409
BAIIA avant frais de recherche et de développement	6 757	2 136	(426)	(1 090)	7 377
Frais de recherche et de développement, montant brut	3 608	758	388	—	4 754
Aide gouvernementale remboursable	—	—	—	—	—
Moins : incitatifs gouvernementaux, montant net	(545)	—	(245)	—	(790)
Frais de recherche et de développement, montant net	3 063	758	143	—	3 964
Frais de financement	—	11	—	153	164
Amortissement et dépréciation d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	243	140	17	49	449
Perte de change	—	—	—	144	144
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle) avant impôts sur les bénéfices	3 451	1 227	(586)	(1 436)	2 656

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

31 décembre 2010 et 2009

*[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf indication contraire
et les nombres d'actions et montants par action]*

Non vérifié

6. INFORMATIONS FINANCIÈRES SECTORIELLES (SUITE)

	Cumul de l'exercice considéré jusqu'en décembre 2010				Total \$
	Santé humaine \$	Santé animale \$	Salubrité des aliments \$	Siège social \$	
Chiffre d'affaires	—	12 802	—	—	12 802
Collaborations de recherche	1 644	—	—	—	1 644
Octroi de licences	4 789	—	—	—	4 789
	5 271	6 110	—	—	11 381
Charges	—	9 292	1 244	4 415	14 951
BAIIA avant frais de recherche et de développement	6 433	3 510	(1 244)	(4 415)	4 284
Frais de recherche et de développement, montant brut	6 443	1 941	866	—	9 250
Aide gouvernementale remboursable	—	—	—	—	—
Moins : incitatifs gouvernementaux, montant net	(675)	—	(359)	—	(1 034)
Frais de recherche et de développement, montant net	5 768	1 941	507	—	8 216
Frais de financement	—	23	—	363	386
Amortissement et dépréciation d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	435	305	35	123	898
Perte de change	—	—	—	257	257
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle) avant impôts sur les bénéfices	230	1 241	(1 786)	(5 158)	(5 473)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

31 décembre 2010 et 2009

*[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf indication contraire
et les nombres d'actions et montants par action]*

Non vérifié

6. INFORMATIONS FINANCIÈRES SECTORIELLES (SUITE)

	Cumul sur six mois jusqu'en décembre 2009				Total \$
	Santé humaine \$	Santé animale \$	Salubrité des aliments \$	Siège social \$	
Chiffre d'affaires	—	12 935	—	—	12 935
Gain à la vente d'actifs incorporels	—	883	—	—	883
Octroi de licences	7 090	—	—	—	7 090
	7 090	13 818	—	—	20 908
Charges	—	9 081	958	2 407	12 446
BAIIA avant frais de recherche et de développement	7 090	4 737	(958)	(2 407)	8 462
Frais de recherche et de développement, montant brut	6 049	1 386	719	—	8 154
Aide gouvernementale remboursable	3 884	—	—	—	3 884
Moins : incitatifs gouvernementaux, montant net	(885)	—	(308)	—	(1 193)
Frais de recherche et de développement, montant net	9 048	1 386	411	—	10 845
Frais de financement	—	22	—	330	352
Amortissement et dépréciation d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	524	350	32	92	998
Perte de change	—	—	—	264	264
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle) avant impôts sur les bénéfices	(2 482)	2 979	(1 401)	(3 093)	(3 997)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

31 décembre 2010 et 2009

*[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf indication contraire
et les nombres d'actions et montants par action]*

Non vérifié

7. PASSIF AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE CONSTITUÉS

Au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2010, la société a accepté d'offrir un régime de retraite à prestations déterminées non capitalisé à son président et chef de la direction établi selon son nombre d'années de service et son salaire de fin de carrière. La société a utilisé les estimations d'un actuaire pour calculer les obligations au titre des prestations constituées au 31 décembre 2010. L'obligation au titre des prestations constituées initiale, établie par l'actuaire, est de 1 934 \$, montant constaté dans les coûts des services passés et inclus dans les frais d'administration au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2010, aucune durée résiduelle du service n'étant admissible à ces prestations. Les principales hypothèses actuarielles ayant servi à la société pour calculer ses obligations au titre des prestations constituées au 31 décembre 2010 affichaient un taux d'actualisation moyen de 4,4 % et un taux de croissance des salaires estimatif de 3 %.

8. FRAIS DE FINANCEMENT

	Trimestre considéré terminé en 2010 \$	Trimestre correspon- dant terminé en 2009 \$	Cumul sur six mois 2010 \$	Cumul sur six mois 2009 \$
Intérêts sur la dette à long terme	77	74	150	148
Autres intérêts débiteurs	2	1	3	20
Autres intérêts créditeurs	(10)	(14)	(29)	(27)
Intérêts créditeurs au titre de la désactualisation des débiteurs	(31)	(20)	(66)	(39)
Intérêts débiteurs au titre de la désactualisation des prêts ne portant pas intérêt	195	117	328	239
Amortissement des frais de financement	—	6	—	11
	233	164	386	352

9. OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Au cours du semestre terminé le 31 décembre 2010, la société a effectué des paiements au titre d'un contrat de location de 17 \$ par mois à une société contrôlée par le chef de la direction, qui est également administrateur de la société [17 \$ en 2009]. De plus, la société a versé à un administrateur 25 \$ [43 \$ en 2009] en honoraires de consultation, a fait appel aux services professionnels d'un cabinet d'administrateurs pour 33 \$ [néant en 2009] et a acheté des stocks d'une société détenue par un administrateur pour un montant de 19 \$ [5 \$ en 2009]. La société a reçu un paiement de 49 \$ [42 \$ en 2009] pour services rendus à une société détenue par un administrateur.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

31 décembre 2010 et 2009

*[en milliers de dollars canadiens ou autres devises, sauf indication contraire
et les nombres d'actions et montants par action]*

Non vérifié

10. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

Le 20 janvier 2011, la société a terminé le volet australien de deux financements parallèles. Au total, 8 621 380 actions ordinaires ont été émises pour sous-tendre le nombre équivalent de CDI (CHESS Depositary Instruments) australiens au prix de 1,45 \$ AU, pour un produit brut de 12 501 \$ AU [12 254 \$ CA]. La société prévoit payer des frais d'émission d'actions de 1 459 \$, montant duquel 677 \$ ont été engagés au 31 décembre 2010 et sont inclus dans les charges payées d'avance, dépôts et autres. La totalité des coûts sera comptabilisée à titre de diminution du capital social au cours du troisième trimestre de l'exercice 2011, à la suite de l'émission des actions. Le 27 janvier 2011, la société a officiellement commencé à négocier ses titres à la Bourse d'Australie («ASX»).

DONNÉES SUR L'ENTREPRISE DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2011

CONSEIL D'ADMINISTRATION

GRAEME McRAE ^{2, 3, 4, 5, 6}

Président du conseil d'administration, président et chef de la direction
Bioniche Life Sciences Inc.

STANLEY ALKEMADE, D.V.M. ^{4, 5, 6}

Président, BioMedEx Inc.

ARMEN APRIKIAN, M.D., F.R.C.S. (C) (OBSERVATEUR) ⁴

Chef, division d'urologie, département de chirurgie, Université McGill et chef provisoire, département d'oncologie, Centre universitaire de santé McGill

ALBERT BERALDO ^{1, 2, 6}

Président, Alveda Pharmaceuticals Inc.

MARGARET CUNNINGHAM, Ph. D. ^{1, 2, 3, 6}

Directrice, School of Business, doyenne associée et chaire R. A. Jodrey, faculté de gestion,
Université Dalhousie, Halifax, Nouvelle-Écosse

JAMES JOHNSON, Ph. D. ^{2, 4, 6}

Président et fondateur, Johnson & Associates

NICK PHOTIADES ^{1, 3, 5, 6}

Consultant en gestion et en planification stratégique

LYLE VANCLIEF ^{1, 3, 5, 6}

Consultant en agriculture et en agroalimentaire

¹ Membre du comité de vérification

² Membre du comité de rémunération

³ Membre du comité de gouvernance d'entreprise et de mise en candidature

⁴ Membre du comité de vérification scientifique

⁵ Membre du comité de gestion des risques

⁶ Chaque administrateur a été élu pour occuper son poste jusqu'à la date de la prochaine assemblée annuelle des actionnaires de la société.

HAUTE DIRECTION

Graeme McRae
Président du conseil d'administration, président et chef de la direction

Cindy Benning
Vice-présidente, Opérations, Qualité et Affaires réglementaires

Monique Champagne
Vice-présidente, Recherche clinique

François Charrette, M.D., MBA
Premier vice-président et directeur médical en chef

Rick Culbert
Président, Bioniche Food Safety

Mohamed Elrafih
Vice-président, service de fabrication

Brian Ford, B.A., CA
Vice-président, finances et chef de la direction financière

Andrew Grant
Président, Bioniche Animal Health (monde)

Cameron Groome
Premier vice-président, développement stratégique de l'entreprise

Bruce McLeod
Vice-président, ressources humaines

Jim Phillips
Premier vice-président, relations avec l'industrie (Bioniche Animal Health)

Mairi Phillips
Directrice, services juridiques et secrétaire de la société

Nigel C. Phillips, Ph. D.
Vice-président principal, Affaires scientifiques, et chef scientifique

Dragan Rogan, Ph. D.
Vice-président, recherche et développement Bioniche Animal Health

Jennifer Shea
Vice-présidente, communications de l'entreprise et relations avec les investisseurs et le gouvernement

Gary Weber, Ph. D.
Président, Bioniche Food Safety (États-Unis)

INSCRIPTION À LA BOURSE :

Bourse de Toronto
Symbole : BNC

CONSEILLERS JURIDIQUES :

Ogilvy, Renault
Toronto (Ontario) Canada

AUDITEURS :

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Montréal (Québec) Canada

AGENT DES TRANSFERTS :

Compagnie Trust CIBC Mellon
P.O. Box 7010
Adelaide Street Postal Station
Toronto (Ontario) M5C 2W9
Téléphone : 416-643-5500
Sans frais : 800-387-0825
Télécopieur : 416-643-5501

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES :

Les demandes de renseignements au sujet d'un transfert d'actions ou d'un certificat égaré et les avis de changement d'adresse doivent être adressés à l'agent des transferts mentionné ci-dessus. Les renseignements de nature générale sur la société, les récents communiqués de presse et les documents déposés sur SEDAR peuvent être obtenus sur le site Web de la société, à l'adresse www.bioniche.com, auprès de notre service des communications de l'entreprise et des relations avec les investisseurs et le gouvernement, au 613-966-8058, ou par courriel, à l'adresse info@Bioniche.com.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET À L'INTENTION DES INVESTISSEURS :

Jennifer Shea
Vice-présidente, communications de l'entreprise et relations avec les investisseurs et le gouvernement
Bioniche Life Sciences Inc.
P.O. Box 1570
Belleville (Ontario) Canada
K8N 5J2
Téléphone : 613-966-8058, poste 1250
Télécopieur : 613-966-4177
Jennifer.Shea@Bioniche.com



www.Bioniche.com



P.O. Box 1570
Belleville, Ontario
Canada K8N 5J2

Tél. : 613 966-8058
Télééc. : 613 966-4177